

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/2 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.2.51700

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Lingelsheim est une figure centrale de l'humanisme tardif du Rhin supérieur qui se manifeste dans le domaine social, intellectuel et littéraire.

Une annexe contient un répertoire de la correspondance, classée par ordre alphabétique des auteurs, et à l'intérieur de chaque auteur par ordre chronologique, ainsi que l'édition de quelques œuvres littéraires.

Il s'agit d'un ouvrage qui apporte un éclairage neuf sur cette «Internationale réformée» qui a joué un rôle politique, culturel et littéraire dans l'Europe du début du XVII<sup>e</sup> siècle, mais qui, par son comportement trop militant et radical, a entraîné le désastre pour le Palatinat, qui ne retrouvera plus jamais une telle place en Europe après son occupation par les Espagnols sur la rive gauche et les Bavares sur la rive droite.

Bernard VÖGLER, Strasbourg

Birgit EMICH, *Territoriale Integration in der Frühen Neuzeit. Ferrara und der Kirchenstaat*, Cologne, Weimar, Vienne (Böhlau) 2005, XIII–1178 p., ISBN 3-412-12705-1, EUR 99,00.

L'intégration européenne repose en partie sur la création d'un espace économique unique tandis que, plus anciennement, l'intégration dans la nation a profité de l'action des institutions au service d'une «Großideologie». Aucun de ces deux facteurs, observe B. Emich, ne se retrouve dans les États des Temps modernes, qui pourtant se sont développés en annexant, puis en intégrant, quantité de provinces auparavant soumises à l'autorité d'autrui. Aussi se pose la question des modalités propres de l'intégration avant l'âge de l'État-Nation, et ce au double niveau des mesures prises à l'échelle des territoires et de la réorientation des préférences individuelles vers un nouveau cadre de référence. B. Emich s'attaque à ce problème en conduisant une enquête qui place au centre la culture politique, avec elle le lien entre le niveau de l'individu et celui du système global, et au-delà «die Mikrofundierung von Makroprozessen». L'État que l'historienne prend pour cible est celui du pape, caractérisé par la double nature de son maître – à la fois souverain temporel et chef de l'Église universelle –, par le fondement électif de son pouvoir et par le recours à la pratique du népotisme. Le moment sur lequel elle fixe son attention est constitué par les pontificats de Clément VIII, mort en 1605, et de son successeur Paul V. La zone considérée est celle de Ferrare, arrachée aux Este en 1598 pour rejoindre l'État ecclésiastique: 100 000 personnes environ, enrichies par les alluvions du Pô, constamment menacées par ses caprices, dominées par une élite de propriétaires fonciers qui disposent des meilleures terres, celles des Polesine. Ces puissants sont marqués par une expérience de la vie de cour acquise sous les ducs. Ils aspirent aussi à se muer en une aristocratie héréditaire et fermée. Mais à la différence des patriciens qui dirigent bon nombre de cités italiennes, ils n'ont aucune culture républicaine ou simplement citadine susceptible de fonder un «Wir-Gefühl». Le pape pour sa part est animé par le souci de défendre l'immunité ecclésiastique que tant de princes ailleurs sont portés à malmenier. Il recherche en principe le bien commun de ses sujets. Mais par l'intermédiaire de son neveu le cardinal, il exerce un gouvernement clientélaire, et fait de l'enrichissement de sa famille une priorité presque absolue. Capable ailleurs d'autorité, il est dans le cas de Ferrare enclin au compromis, afin de se concilier la loyauté d'une province qui protège ses États contre Venise. Soutenue par cette volonté d'ouverture, l'intégration, telle que la décrit B. Emich, intéresse la classe dirigeante – l'*Oberschicht* – ainsi que les individus et familles qui la composent. Elle est faiblement conditionnée par l'action des institutions, puisque les unes, pontificales, ne sont en mesure ni d'obtenir l'obéissance par la force, ni de s'attacher les cœurs par des performances exemplaires, tandis que les autres, communales, ne se configurent nullement comme le point focal d'une éventuelle défense de la *patria* contre la domination romaine. Joue un rôle essentiel, en revanche, le compromis que les papes passent avec la classe dirigeante. Dans ce partage des gains, dont les termes sont scellés

dès le règne de Clément VIII, la part de la papauté consiste en la reconnaissance de son autorité, accompagnée de versements significatifs à la Chambre apostolique et d'un contrôle sur les agrégations à la classe dirigeante. Celle du clergé tient à la confirmation de ses exemptions, qui le libère aussi bien des impôts que de toute cotisation aux travaux de lutte contre les eaux. Celle de la curie romaine prend la forme des bénéfices qui sont distribués à ses membres, et leur permettent de vivre aux dépens de la lointaine Ferrare. Celle de la famille du pape est de même nature, tourne autour d'une grasse abbaye située sur d'excellentes terres, et contribue à l'enrichissement rapide que le népotisme a pour fonction de promouvoir. Enfin la classe dirigeante reçoit autant et peut-être même plus qu'elle pouvait souhaiter: un Conseil communal qui du temps des Este n'existait pas, et qui de surcroît est dominé par les nobles; le maintien de tous les privilèges obtenus du régime précédent; une autorité incontestée sur la ville et son *contado*, sous la tutelle du cardinal légat; la suppression de tout impôt foncier, *camerale* ou local; des exemptions fiscales supplémentaires accordées aux plus fidèles; et enfin des licences d'exportation des récoltes, ou *tratte*, qui elles aussi sont en partie fonction de la faveur dont chacun jouit auprès de la famille papale. L'intégration, donc, est »durch Gewinnbeteiligung«. Elle est aussi »durch Verflechtung«, et repose alors sur l'insertion des individus et des familles dans des réseaux de clientèles dont la tête est à Rome, dont le chef est le cardinal neveu et dont les responsables intermédiaires sont de grands personnages comme les Bevilacqua ou les Bentivoglio. Dans ces réseaux les nobles ferrarais se reconnaissent plus que dans leur propre patrie, tandis que la défense de leurs intérêts particuliers avec l'aide de leur faction devient, bien plus que la promotion du bien de la cité, leur objectif prioritaire. Ainsi ces hommes se font les acteurs d'un jeu politique dont le principe ne réside pas chez eux, mais à Rome, et dont la fonction est de permettre le triomphe des intérêts d'une famille sur l'autre, d'une faction sur l'autre et de Ferrare sur sa voisine Bologne. Enfin, engagés avec celle-ci dans des contestations sans issue autour de la question du Pô, ils se forment à cette occasion à une manière d'agir typique de la monarchie romaine, qui combine l'invocation rhétorique du bien général, la recherche frénétique de protections à la curie, le service de l'intérêt pécuniaire de la famille papale et la promotion égoïste des intérêts particuliers de chacun. À l'»Integration durch Gewinnbeteiligung« et à l'»Integration durch Verflechtung« s'ajoute donc l'»Integration durch Institutionen«, en entendant par ce terme non pas des organes constitués, mais des modèles culturels d'action politique. Réunies, toutes trois rendent compte d'un phénomène qui est avant tout adhésion de l'*Oberschicht* à la culture politique de l'État de l'Église et investissement dans les comportements – largement parasites – qui lui sont associés. De cette évolution B. Emich énumère les victimes: le peuple de Ferrare et de son *contado*, qui acquitte des impôts de consommation constamment augmentés; la cité de Ferrare et ses institutions, dans lesquelles nul au fond ne se reconnaît plus; l'économie des Polesine, hypothéquée par les agissements peu responsables d'une coalition de profiteurs insensibles à l'urgence de la régularisation du Pô; la possibilité de conduire des réformes enfin, qui au XVIII<sup>e</sup> siècle bute sans cesse sur les intérêts cimentés de tous ceux qui à Rome et à Ferrare n'ont aucun intérêt à la destruction d'un système par trop avantageux. Ressurgit, en d'autres termes, le thème canonique de la *decadenza*: B. Emich ne l'écarte pas, mais contribue plutôt à le refonder, en tirant parti des suggestions de l'historiographie récente (W. Beik, S. Kettering et surtout W. Reinhardt), et en substituant à une version traditionnelle qui imputait à la seule papauté toute évolution régressive, une nouvelle interprétation selon laquelle les nobles de Ferrare portent, en raison de leur intégration dans le système politique romain, une part de responsabilité dans les déboires de leur petite patrie. »Die vielbeschworene Decadenza Ferraras«, conclut-elle (p. 1090), »war der Preis für die selten erwähnte Integration der Provinz«.

Jean-Claude WAQUET, Paris